



REPUBLIQUE DU CAMEROUN

SIEGE SOCIAL  
ET DIRECTION NATIONALE  
YAOUNDE

Adresse Télégraphique BANCENAC  
Télex : BACENAC N° 8204 : 8556KN  
Téléphone : 23.04.88 / 23.05.11  
Télécopie : 23.33.80  
B.P. 83 Yaoundé

## COMMUNIQUE DE PRESSE DU COMITE MONETAIRE ET FINANCIER NATIONAL DU CAMEROUN

Yaoundé le 13 décembre 2012

-----°0°-----

Le Comité Monétaire et Financier National de la République du Cameroun s'est réuni le jeudi 13 décembre 2012 dans les locaux de la Direction Nationale de la Banque des Etats de l'Afrique Centrale à Yaoundé, sous la présidence de Monsieur Alamine OUSMANE MEY, Ministre des Finances, et de Monsieur Lucas ABAGA NCHAMA, Gouverneur de la BEAC. Monsieur Jean Marie Benoît MANI, Directeur National de la BEAC, rapportait les affaires inscrites à l'ordre du jour.

Après l'adoption de l'ordre du jour comportant 13 points et l'approbation du procès-verbal de la réunion du 26 juillet 2012, le Comité a examiné l'évolution de la conjoncture économique internationale, sous-régionale et nationale au cours des derniers mois.

**Au niveau international**, le Comité note que la reprise de l'économie mondiale restera très lente, et le FMI table maintenant sur une croissance mondiale de 3,5 % en 2012 et 3,9 % en 2013 contre 4,1 % initialement. Sur les marchés financiers, la tendance à l'appréciation du dollar par rapport à l'euro pourrait connaître une réelle inversion avec la nouvelle campagne d'assouplissements quantitatifs engagée par la Réserve Fédérale américaine ; et l'engagement conditionnel à ne pas relever les taux directeurs devrait également renforcer la dépréciation du billet vert. Sur les marchés internationaux des matières premières, notamment agricoles, la spéculation financière alimentée par la sécheresse qui frappe les principaux pays producteurs de céréales accroît les tensions sur les marchés.

Dans la **zone CEMAC**, le rythme de croissance des activités devrait continuer à se tonifier. Les tensions inflationnistes, restant sous contrôle, pourraient même s'estomper. Ces bonnes performances ne sont pas liées à une plus forte diversification des économies de la zone ou à une amélioration de la compétitivité, mais à une forte progression des revenus tirés du pétrole, actuellement produit par cinq des six Etats membres. Pour l'année 2012, le PIB réel devrait progresser d'environ 6 %, contre 4,8 % en 2011, et le taux d'inflation s'établir à 1,7 %.

En dépit des incertitudes qui pèsent sur la croissance économique mondiale, le dynamisme de la demande intérieure et du secteur secondaire et tertiaire ont soutenu l'activité de l'**économie nationale**. Dans le secteur primaire, la plupart des produits d'exportation ont stagné ou baissé, à l'exception du bois, du coton et du caoutchouc qui se sont inscrits en hausse. Dans le secteur secondaire, à la différence des branches aluminium, ciment et textile qui ont reculé, les autres industries manufacturières ont enregistré des progressions, notamment dans les secteurs de l'agro-alimentaire et de la chimie. Dans le secteur tertiaire, les activités ont été soutenues principalement par les branches télécommunications et commerce-distribution.

S'agissant des **finances publiques**, au cours des neuf premiers mois de l'année 2012, le budget de l'Etat s'est exécuté dans un environnement international morose, marqué par la baisse des cours mondiaux de la plupart des matières premières exportées à l'exception notable du bois, du coton et du caoutchouc. Sur le plan interne, l'exécution du budget fait ressortir une augmentation générale des recettes et des dépenses d'investissement public. Les recettes totales ont augmenté de 11,8 % à fin août 2012 par rapport à fin août 2011, s'établissant à 1 634,6 milliards contre 1 462,1 milliards (+172,4 milliards). Les dépenses totales se sont accrues de 0,9 %, passant de 1 566,9 milliards à fin août 2011 à 1 569,6 milliards à fin août 2012 (+2,7 milliards), et l'exécution du budget de l'Etat s'est traduite par un solde global hors dons (base ordonnancements) de 67,1 milliards, après un déficit de 118,3 milliards réalisé sur la même période en 2011.

La **situation monétaire** quant à elle, a été marquée à fin août 2012 par une baisse des avoirs extérieurs nets, une progression du crédit intérieur et de la masse monétaire. Les avoirs extérieurs nets ont diminué de 8,7 %, passant de 1 556,1 milliards en août 2011 à 1 420,5 milliards en août 2012 (-135,6 milliards). Le taux de couverture extérieure de la monnaie s'est replié de 93,98 % en août 2011 à 93,83 % en août 2012. La position du Cameroun au Compte d'Opérations a diminué de 2,2 %, entre août 2011 et août 2012. Le crédit intérieur a augmenté de 27 %, s'élevant à 1 572,3 milliards en août 2012 contre 1 266,2 milliards en août 2011 (+306 milliards), en raison de la hausse des crédits à l'économie. La masse monétaire (M2) a augmenté de 5,7 %, passant de 2 645,2 milliards en août 2011 à 2 795,2 milliards en août 2012 (+150 milliards). La liquidité bancaire, mesurée par le ratio des réserves des banques sur les dépôts, a enregistré une baisse, revenant de 32,6 % en août 2011 à 30,7 % en août 2012.

Abordant les dossiers de crédit, le Comité Monétaire et Financier National a, après avoir marqué son accord pour une autorisation individuelle de mobilisation à moyen terme, pris acte des accords de classement délivrés par le Gouverneur et le Directeur National depuis sa réunion du 26 juillet 2012. Enfin, il a pris connaissance des décisions des différentes instances de la BEAC et de l'UMAC..4/

